

Commerce

## Dernière ligne droite pour la ratification française du Ceta

RICHARD HIAULT

**C'est le 17 juillet que les députés français devront décider ou non de ratifier l'accord commercial entre le Canada et l'Union européenne.**

page

7

A une semaine du vote de l'Assemblée nationale pour ratifier ou non l'accord commercial entre l'Union européenne et le Canada (Ceta), Jacques Maire (LREM), rapporteur du projet de loi de ratification, s'est emporté, mardi, devant les mensonges des opposants à cet accord. « *Non, la viande bovine importée du Canada n'est pas issue de boeufs nourris aux farines animales. En Europe, les farines animales ne sont pas autorisées pour les ruminants.* » De même, à l'horizon 2022, les antibiotiques de croissance seront bannis dans l'UE. Sur 52 lots de viande bovine contrôlés depuis l'entrée en vigueur provisoire du Ceta, aucune irrégularité n'a été constatée, a souligné le député avant de présenter son texte en commission des Affaires étrangères.

Sur le plan climatique, Jacques Maire reconnaît que le Ceta a été signé avant l'Accord de Paris. Mais ce dernier, d'une part, a été intégré dans la déclaration interprétative conjointe signée en octobre 2016 permettant de baliser l'engagement du Canada à mettre en oeuvre l'Accord de Paris dont il est signataire. C'est tout le sens de la lettre de Jim Carr, le ministre canadien de la Diversification du commerce international, adressée mardi à Jean-Baptiste Lemoyne, le secrétaire d'Etat français en charge du Commerce. Cette missive indique également que le gouvernement du Canada se montre favorable au « *veto climatique* ». Ce veto protège le droit des 28 Etats membres et du Canada à légiférer sur les aspects sociaux, environnementaux et sanitaires. A cet effet, une commission mixte euro-canadienne intégrée au système de règlement des arbitrages entre un Etat et une entreprise pourra statuer sur d'éventuels recours abusifs. Ce « *veto climatique* » constitue une soupape de sécurité supplémentaire pour éviter tout dérapage.

Jacques Maire a défendu le projet de loi, mardi après midi, en commission des Affaires étrangères de l'Assemblée. Il a appelé les différents partis politiques à voter en sa faveur. Le Ceta, à ses yeux, est un accord qui fera l'objet d'une surveillance étroite quant à son impact sur l'économie française. « *Pour la première fois depuis deux ans, nous avons eu un contrôle parlementaire étroit sur un accord commercial. Un suivi sera assuré tous les trimestres* », a-t-il assuré. Pour Marie Lebec (LREM), rapporteure pour avis, « *le Ceta est déjà une réussite. L'excédent commercial français est*

ainsi passé de 39,7 millions d'euros en 2017 à 455,1 millions en 2018 ». Au vu des statistiques, l'invasion redoutée de la viande bovine canadienne n'a pas eu lieu. En 2018, 1.350 tonnes de boeuf canadien sont entrées dans l'Union européenne. Parallèlement, les producteurs européens ont exporté 2.700 tonnes au Canada. « *Aucun territoire, aucune filière n'ont été déstabilisé par le Ceta* », a insisté Liliana Tanguy, responsable du texte, aux côtés de Jacques Maire.

### L'opposition vent debout

De ce fait, les députés LREM - et le Modem - devraient voter en majorité en faveur du Ceta. Marie Lebec a invité les partis d'opposition à suivre la même voie, soulignant que la négociation de l'accord commercial avec le Canada a été commencée sous la présidence de Nicolas Sarkozy et poursuivi sous celle de François Hollande. A écouter les représentants des groupes politiques de l'Assemblée au sein de cette Commission, son voeu restera pieux. Pour Les Républicains, Pierre-Henri Dumont a indiqué que son groupe voterait contre. Même son de cloche du côté du PS et du parti communiste. Jean-Luc Mélenchon (LFI), qui s'est étonné de la date du vote - le 17 juillet - empêchant tout grand débat démocratique, appelle à voter contre cette ratification. Verdict la semaine prochaine.

R. H.

Aussi paru dans 9 juillet 2019 -

#### François Hollande

Magistrat à la Cour des comptes Administrateur de l'ENA (1980-1983) Délégué national à la communication au sein du Parti socialiste (1987) Professeur d'économie à l'IEP-Paris (1988 ...

acteurspublics

#### François Hollande

Alors qu'il étudie le droit, François Hollande est à la tête de l'Union nationale des étudiants de France. Diplômé de l'IEP de Paris, il entre à HEC en ...

evene.fr

#### Jean-Luc Mélenchon

Enseignant en philosophie Président-fondateur de l'association "Pour la république sociale" (Prs) (2004) Directeur de la publication du bulletin hebdomadaire "À gauche" (1979-2008) Membre du comité directeur puis du ...

acteurspublics

#### Nicolas Sarkozy

Le pire risque, c'est celui de ne pas en prendre Fils d'immigré hongrois, Nicolas Sarkozy a à son actif un parcours sans faille. En 1977, à peine âgé de ...

evene.fr